

C'EST SON AVIS

« La Russie pourrait doubler sa surface cultivable d'ici à 2080 »

La Sibérie, futur grenier à grains du monde ? Une hypothèse très sérieuse, selon **Jean-Jacques Hervé**, agronome, vice-président de l'Académie d'agriculture de France, membre de l'Académie des sciences de Russie et de l'Académie des sciences agraires d'Ukraine (1).

« L'hypothèse plutôt modeste, émise par le Giec (1), d'une augmentation moyenne des températures de + 2 °C à l'horizon 2100 aurait un impact sur l'évolution des sommes de températures journalières moyennes de certaines régions de la Sibérie. Ce scénario permettrait alors de conduire à peu près toutes les cultures végétales – céréales à paille, oléoprotéagineux, maïs, cultures fourragères... – dans ces territoires, avec, par endroits, deux productions implantées par an.

Surfaces multipliées par deux

La Russie pourrait ainsi doubler sa superficie cultivable d'ici à 2080, passant de 250 millions d'hectares actuellement à 450 Mha, voire 500 Mha. Les surfaces agricoles s'étendraient davantage vers le nord de la Sibérie, mais aussi vers l'est, traversé par des grands fleuves qui sont des ressources formidables pour une irrigation potentielle.

Je pense que la Russie, premier exportateur mondial de céréales depuis 2016, aura la capacité, à l'avenir, d'exporter ces quantités envisagées. Le trafic est loin d'être saturé sur les lignes du transsibérien et le doublement de la ligne de chemin de fer qui relie la Sibérie à la Chine a été remis à l'ordre du jour. Les fleuves du pays sont navigables et le réchauffement climatique pourrait permettre de dégaier les voies maritimes de l'Arctique.



Si la création et l'entretien de ces infrastructures nécessitent des moyens financiers élevés, l'écart entre les prix coûtants de l'offre occidentale en grains et de l'offre de l'ancien espace soviétique est considérable. Cela permet à la Russie d'envisager des investissements importants, tout en restant compétitive.

Coûts de production

Aujourd'hui, produire une tonne de blé russe coûte entre 80 et 100 dollars. En Europe, nous sommes plutôt autour de 200 dollars, voire même un peu plus. Produire la même quantité de grains en Russie revient donc à deux fois moins cher que chez nous, et je ne pense pas que cet écart se réduira significativement à l'avenir. Je vois également des perspectives d'amélioration des moyens techniques qui sont actuellement utilisés pour l'agriculture russe, mais aussi en Ukraine. Le poids des pays de la mer Noire dans le commerce mondial devrait donc se renforcer.

Consciente de l'importance de sa production agricole et du rôle qu'elle peut jouer à l'échelle internationale, la Russie multiplie ses partenariats avec de nombreux pays. Face à cette situation, les opérateurs économiques français, qui bénéficient d'une image de confiance dans les transactions internationales et d'un réseau solide sur lesquels s'appuyer, pourraient développer une coopération commerciale avec les pays de la mer Noire. Je suis étonné que ce scénario ne soit pas encore sur les rails. À force de ne pas agir, l'Ukraine et la Russie voient de moins en moins d'intérêt à faire appel à nous pour conquérir de nouveaux partenariats, tandis que l'Europe, et donc la France, continue de perdre des parts de marché. »

PROPOS RECUEILLIS PAR B. QUANTINET

(1) Jean-Jacques Hervé a coécrit avec Hervé le Stum, ancien directeur d'Intercéréales, une étude prospective sur le sujet, parue dans le *Déméter 2021*. Iris éditions, 25 €.

(2) Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.